

COPY

ACCORD  
ENTRE  
LA REPUBLIQUE LIBANAISE  
ET LA CONFEDERATION SUISSE  
CONCERNANT LA PROMOTION ET LA PROTECTION  
RECIPROQUE DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République libanaise et le Conseil fédéral suisse, ci-après dénommés « les Parties Contractantes »,

Désireux d'encourager la coopération économique dans l'intérêt mutuel des deux Etats,

Dans l'intention de créer et de maintenir des conditions favorables aux investissements des investisseurs d'une Partie Contractante sur le territoire de l'autre Partie Contractante,

Reconnaissant que l'encouragement et la protection de ces investissements par des accords sont propres à stimuler l'initiative privée et à accroître la prospérité économique des deux Etats,

Sont convenus de ce qui suit :

*ARTICLE 1*  
*DEFINITIONS*

Aux fins du présent Accord :

- 1- Le terme "investisseur" désigne, en ce qui concerne chaque Partie Contractante :
  - a) les personnes physiques qui, d'après la législation de cette Partie Contractante, sont considérées comme ses nationaux ;
  - b) les entités juridiques, y compris les sociétés, les sociétés enregistrées, les sociétés de personnes et autres organisations, qui sont constituées conformément à la législation de cette Partie Contractante ainsi que les entités juridiques qui ne sont pas constituées conformément à cette législation mais sont effectivement contrôlées par des nationaux ou par des entités juridiques de cette Partie Contractante ; ces critères s'appliquent également aux sociétés holdings et offshore.

- 2- Le terme "investissements" englobe toutes les catégories d'avoirs et en particulier, mais non exclusivement :
- a) la propriété de biens meubles et immeubles, ainsi que tous les autres droits réels, tels que charges foncières, gages immobiliers et mobiliers ;
  - b) les actions et autres formes de participation dans des sociétés ;
  - c) les créances monétaires et droits à toute prestation ayant valeur économique ;
  - d) les droits de propriété intellectuelle, tels que droit d'auteur, brevets d'invention, dessins ou modèles industriels, modèles d'utilité, marques de fabrique ou de commerce, marques de service, noms commerciaux, indications de provenance, procédés techniques, savoir-faire et clientèle, ainsi que les autres droits similaires ;
  - e) les concessions de droit public, y compris les concessions de prospection, d'extraction ou d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que tout autre droit conféré par la loi, par contrat ou par décision de l'autorité en application de la loi.

Toute modification de la forme sous laquelle les avoirs sont investis ou réinvestis n'affecte pas leur qualification d'investissement.

- 3- Le terme "revenus" désigne les montants issus d'un investissement et englobe en particulier, mais non exclusivement, les bénéfices, les dividendes, les intérêts, les gains en capital, les redevances, les frais de management, d'assistance technique et autres frais, indépendamment de la forme sous laquelle le revenu est versé.
- 4- Le terme "territoire" désigne le territoire des Parties Contractantes, comprenant la mer territoriale ainsi que la zone économique exclusive et le plateau continental qui s'étendent au-delà des limites des eaux territoriales et sur lesquels l'Etat concerné peut exercer, conformément au droit national et international, des droits souverains ou une juridiction.

## ARTICLE 2

### ENCOURAGEMENT - ADMISSION

- 1- Chaque Partie Contractante encouragera, dans la mesure du possible, les investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante sur son territoire et admettra ces investissements conformément à ses lois et règlements.
- 2- Lorsqu'elle aura admis un investissement sur son territoire, chaque Partie Contractante délivrera, conformément à ses lois et règlements, les autorisations nécessaires en relation avec cet investissement, y compris celles requises pour l'engagement des cadres dirigeants et des spécialistes choisis par l'investisseur, sans considération de nationalité.

*ARTICLE 3*

*PROTECTION - TRAITEMENT*

- 1- Les investissements et revenus des investisseurs de chaque Partie Contractante se verront accorder en tout temps un traitement juste et équitable et jouiront d'une protection et d'une sécurité pleines et entières sur le territoire de l'autre Partie Contractante. Aucune Partie Contractante n'entravera d'une quelconque manière, par des mesures injustifiées ou discriminatoires, le management, l'entretien, l'utilisation, la jouissance, l'accroissement ou l'aliénation de tels investissements.
- 2- Chaque Partie Contractante accordera sur son territoire aux investissements et aux revenus des investisseurs de l'autre Partie Contractante un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde aux investissements et aux revenus de ses propres investisseurs ou aux investissements et aux revenus des investisseurs d'un quelconque Etat tiers, le traitement le plus favorable à l'investisseur en cause étant déterminant.
- 3- Chaque Partie Contractante accordera sur son territoire aux investisseurs de l'autre Partie Contractante, en ce qui concerne le management, l'entretien, l'utilisation, la jouissance ou l'aliénation de leurs investissements, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'un quelconque Etat tiers, le traitement le plus favorable à l'investisseur en cause étant déterminant.
- 4- Le traitement de la nation la plus favorisée ne sera pas interprété comme obligeant une Partie Contractante à étendre aux investisseurs et aux investissements de l'autre Partie Contractante les avantages découlant :
  - a) de toute union douanière ou économique, zone de libre-échange ou organisation économique régionale, existantes ou futures, dont l'une ou l'autre Partie Contractante est membre ou le deviendra ;
  - b) de tout accord en vue d'éviter la double imposition ou autre accord de nature fiscale basé sur la réciprocité.
- 5- Pour prévenir toute équivoque, il est confirmé qu'aucune Partie Contractante ne sera tenue d'appliquer les dispositions des alinéas 2 et 3 du présent article à l'acquisition, sur son territoire, d'immeubles et des droits s'y rapportant par des investisseurs de l'autre Partie Contractante.

*ARTICLE 4*

*EXPROPRIATION - INDEMNISATION*

- 1- Aucune Partie Contractante ne prendra, directement ou indirectement, des mesures d'expropriation, de nationalisation ou toute autre mesure ayant le même caractère ou le même effet, à l'encontre des investissements des investisseurs de l'autre Partie

Contractante, si ce n'est pour des raisons d'intérêt public et à condition que ces mesures ne soient pas discriminatoires, qu'elles soient conformes aux prescriptions légales et qu'elles donnent lieu au paiement d'une indemnité effective et adéquate. L'indemnité se montera à la valeur marchande de l'investissement exproprié immédiatement avant que la mesure d'expropriation ne soit prise ou qu'elle ne soit connue dans le public, le premier de ces événements étant déterminant. Le montant de l'indemnité comprendra l'intérêt bancaire usuel à partir de la date de la dépossession jusqu'au paiement, sera réglé dans une monnaie librement convertible et versé sans retard.

- 2- Si une Partie Contractante exproprie les avoirs d'une société qui est enregistrée ou constituée conformément à la législation en vigueur dans une quelconque partie de son territoire et dans laquelle des investisseurs de l'autre Partie Contractante possèdent des actions, elle fera en sorte, dans la mesure nécessaire et conformément à sa législation, que l'indemnité visée à l'alinéa 1 du présent article soit versée à ces investisseurs.
- 3- Les investisseurs de l'une des Parties Contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenus sur le territoire de l'autre Partie Contractante, se verront accorder, en ce qui concerne la restitution, l'indemnisation, la compensation ou tout autre règlement valable, un traitement non moins favorable que celui accordé par cette dernière Partie Contractante à ses propres investisseurs ou aux investisseurs d'un quelconque Etat tiers, le traitement le plus favorable étant déterminant. Ces paiements seront librement transférables.

#### *ARTICLE 5*

#### *LIBRE TRANSFERT*

- 1- Chaque Partie Contractante garantira aux investisseurs de l'autre Partie Contractante le transfert sans délai et dans une monnaie librement convertible des paiements afférents à un investissement, en particulier :
  - a) des revenus visés à l'article 1, alinéa 3, du présent Accord ;
  - b) des montants liés aux emprunts ou autres obligations contractés pour l'investissement ;
  - c) du produit de la vente ou de la liquidation totales ou partielles de l'investissement ;
  - d) des salaires et autres rémunérations de personnel engagé à l'étranger en relation avec l'investissement ;
  - e) du capital initial et des montants supplémentaires nécessaires à l'entretien ou au développement de l'investissement ;
  - f) des paiements de l'indemnité visée à l'article 4 du présent Accord.
- 2- Les transferts en espèces seront effectués au taux de change prévalant sur le marché à la date du transfert.

- 3- Un transfert sera considéré comme ayant été effectué « sans délai » lorsqu'il aura été réalisé dans une période considérée comme normale pour l'accomplissement des formalités de transfert. Ladite période commencera le jour de la présentation de la demande de transfert et n'excédera en aucun cas deux mois.

#### *ARTICLE 6*

##### *PRINCIPE DE SUBROGATION*

Si une Partie Contractante ou un organisme désigné par elle effectue un paiement à titre d'indemnité ou de garantie, ou en vertu d'un contrat d'assurance pour un investissement de l'un de ses investisseurs sur le territoire de l'autre Partie Contractante, cette dernière reconnaîtra la cession de tout droit ou créance de cet investisseur à la première Partie Contractante ou à l'organisme désigné par elle ainsi que le droit de la première Partie Contractante ou de l'organisme désigné par elle d'exercer ce droit ou de faire valoir cette créance par voie de subrogation dans la même mesure que le cédant.

#### *ARTICLE 7*

##### *REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE UNE PARTIE CONTRACTANTE ET UN INVESTISSEUR DE L'AUTRE PARTIE CONTRACTANTE*

- 1- Afin de trouver un règlement amiable aux différends relatifs à des investissements entre une Partie Contractante et un investisseur de l'autre Partie Contractante, des consultations auront lieu entre les parties concernées.
- 2- Si ces consultations n'apportent pas de solution dans un délai de six mois à compter de la demande écrite de les engager, l'investisseur pourra choisir de soumettre le différend, en vue de son règlement :
  - a) au tribunal compétent de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'investissement a été effectué ; ou
  - b) au Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), institué par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, ouverte à la signature à Washington le 18 mars 1965, lorsque les deux Parties Contractantes seront parties à la Convention ; ou
  - c) à un tribunal arbitral ad hoc qui, à moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, sera établi selon le règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).
- 3- La Partie Contractante qui est partie au différend ne pourra, à aucun moment d'une procédure concernant un différend relatif à un investissement, exciper de son

immunité ou du fait que l'investisseur a reçu, en vertu d'un contrat d'assurance, une indemnité couvrant tout ou partie du dommage ou de la perte subis.

- 4- Aucune Partie Contractante ne poursuivra par la voie diplomatique un différend soumis à l'arbitrage international, à moins que l'autre Partie Contractante ne se conforme pas à la sentence arbitrale.
- 5- La sentence arbitrale sera définitive et obligatoire pour les parties au différend, et sera exécutée conformément à la législation nationale.

#### *ARTICLE 8*

##### *REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES*

- 1- Les différends entre les Parties Contractantes relatifs à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent Accord seront réglés par la voie diplomatique.
- 2- Si les deux Parties Contractantes ne parviennent pas à un règlement dans les six mois suivant le début des consultations, le différend sera soumis, à la requête de l'une ou l'autre Partie Contractante, à un tribunal arbitral composé de trois membres. Chaque Partie Contractante désignera un arbitre, et les deux arbitres ainsi désignés nommeront un président, qui devra être ressortissant d'un Etat tiers.
- 3- Si l'une des Parties Contractantes n'a pas désigné son arbitre et n'a pas donné suite à l'invitation adressée par l'autre Partie Contractante de procéder dans les deux mois à cette désignation, l'arbitre sera nommé, à la requête de cette dernière Partie Contractante, par le Président de la Cour internationale de justice.
- 4- Si les deux arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du président dans les deux mois suivant leur désignation, ce dernier sera nommé, à la requête de l'une ou l'autre Partie Contractante, par le Président de la Cour internationale de justice.
- 5- Si, dans les cas visés aux alinéas 3 et 4 du présent article, le Président de la Cour internationale de justice est empêché d'exercer cette fonction ou s'il est ressortissant de l'une des Parties Contractantes, la nomination sera faite par le Vice-président et, si ce dernier est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties Contractantes, elle le sera par le membre le plus ancien de la Cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties Contractantes.
- 6- A moins que les Parties Contractantes n'en conviennent autrement, le tribunal arbitral fixera ses propres règles de procédure. Il statuera conformément au présent Accord, aux autres accords applicables conclus entre les Parties Contractantes et aux principes du droit international, et il tiendra compte de façon appropriée des lois nationales pertinentes. Le tribunal prendra ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions seront définitives et obligatoires pour les Parties Contractantes.

- 7- Chaque Partie Contractante supportera les frais de l'arbitre qu'elle a désigné et de sa représentation à la procédure d'arbitrage. Les frais du Président et les frais restants seront supportés à parts égales par les Parties Contractantes, à moins que le tribunal arbitral n'en décide autrement.

#### *ARTICLE 9*

##### *AUTRES OBLIGATIONS*

- 1- Si des dispositions de la législation d'une Partie Contractante ou du droit international accordent aux investissements des investisseurs de l'autre Partie Contractante un traitement plus favorable que celui qui est prévu par le présent Accord, elles prévaudront sur ce dernier dans la mesure où elles sont plus favorables.
- 2- Chaque Partie Contractante se conformera à toutes ses autres obligations à l'égard des investissements effectués sur son territoire par des investisseurs de l'autre Partie Contractante.

#### *ARTICLE 10*

##### *INVESTISSEMENTS ANTERIEURS A L'ACCORD*

Le présent Accord sera également applicable aux investissements effectués sur le territoire d'une Partie Contractante, conformément à ses lois et règlements, par des investisseurs de l'autre Partie Contractante avant son entrée en vigueur. Il ne sera cependant pas applicable aux différends survenus avant son entrée en vigueur.

#### *ARTICLE 11*

##### *RELATIONS ENTRE LES GOUVERNEMENTS*

Le présent Accord sera applicable indépendamment de l'existence de relations diplomatiques ou consulaires entre les Parties Contractantes.

*ARTICLE 12*

*DISPOSITIONS FINALES*

- 1- Le présent Accord entrera en vigueur trente jours après la date à laquelle les Parties Contractantes se seront notifié que les formalités légales requises pour sa mise en vigueur ont été accomplies. Il restera valable pour une durée de dix ans, puis sera prolongé pour une période illimitée. Après l'expiration de la période de dix ans, le présent Accord pourra être dénoncé en tout temps par l'une ou l'autre Partie Contractante avec préavis de douze mois.
- 2- En cas de dénonciation, les dispositions des articles 1 à 11 du présent Accord continueront de s'appliquer pendant une période supplémentaire de dix ans aux investissements effectués avant la dénonciation.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Beyrouth, le 03 mars 2000, en deux originaux, chacun en langue française, en langue arabe et en langue anglaise, chaque texte faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte anglais prévaudra.

POUR LE GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE LIBANAISE



POUR LE CONSEIL FEDERAL  
SUISSE





COPY

إتفاقية

بين الجمهورية اللبنانية

والاتحاد السويسري

حول تنشيط وحماية الإستثمارات المتبادلة

إن حكومة الجمهورية اللبنانية والمجلس الفدرالي السويسري المشار إليهما في ما يلي  
ب "الطرفين المتعاقدين"،

رغبة منهما في تشجيع التعاون الإقتصادي في ما يعود بالمنفعة المتبادلة على كلا  
البلدين،

وتصميما منهما على إيجاد واستمرار ظروف ملائمة للإستثمار من جانب مستثمرين  
تابعين لأحد الطرفين المتعاقدين في أراضي الطرف المتعاقد الآخر،  
وإدراكا منهما بأن تشجيع مثل هذه الإستثمارات والحماية التعاقدية لها جديران بأن  
يحفزا على المبادرة للقيام بأعمال خاصة وزيادة الازدهار لدى كلا البلدين،

فقد إتفقتا على ما يلي:

المادة "١"

تعريفات

لأغراض هذه الإتفاقية :

١. تشير كلمة "مستثمر"، في ما يتعلق بأي من الطرفين المتعاقدين، إلى:

أ. الأشخاص الطبيعيين الذين يعتبرون، وفقا لقانون ذلك الطرف المتعاقد، رعايا تابعين له.

ب. الشخصيات الاعتبارية، بما في ذلك الشركات، والهيئات، ومؤسسات الأعمال،  
والمؤسسات الأخرى التي أنشئت بموجب قانون ذلك الطرف المتعاقد، وكذلك الشخصيات  
الإعتبارية التي لم تنشأ بموجب هذا القانون ولكنها تخضع بصورة فعالة لتوجيه ومراقبة  
مواطنين أو شخصيات إعتبارية تابعة لذلك الطرف المتعاقد. وهذه المعايير تسري أيضا  
على الشركات القابضة والشركات الخارجية الأجنبية.

٢. إن كلمة "استثمارات" تشمل كل نوع من الموجودات وتشمل على وجه التخصيص، لا الحصر:

أ. الأملاك المنقولة وغير المنقولة، وكذلك أية حقوق عينية أخرى كالرهون، وحقوق الحجز، والضمانات؛

ب. الأسهم في الشركات أو أي نوع آخر من الحصص في الشركات؛

ج. مطالبات بأموال أو بأجور أية خدمات لها قيمة إقتصادية؛

د. حقوق الملكية الفكرية، كحقوق الطبع والنشر، وبراءات الإختراع، والتصاميم أو النماذج الصناعية، ونماذج المرافق، والعلامات التجارية أو علامات الخدمة، والعلامات المميزة، وعلامات المنشأ، والعمليات التقنية، والخبرات الفنية، وشهرة الإسم التجاري، وكذلك الحقوق المماثلة الأخرى؛

هـ. إمتيازات العمال التي تمنح بمقتضى القانون العام، بما في ذلك الإمتيازات للتفتيح عن الموارد الطبيعية، أو إستخراجها، أو إستثمارها، وكذلك جميع الحقوق الأخرى التي تعطى بمقتضى القانون، أو بمقتضى أحد العقود، أو وفقا لقرار السلطة طبقا للقانون.

إن أي تغيير في الشكل الذي تستثمر فيه الموجودات، أو يعاد إستثمارها فيه، يجب أن لا مؤثر في صفتها إستثمارا.

٣. إن كلمة "عائدات" تعني المبالغ التي يعطيها الإستثمار وهي تشمل، على وجه التخصيص لا الحصر، الأرباح، وأرباح الأسهم، والفوائد، وأرباح رأس المال، والربوع، والمقبوضات لقاء الأعمال الإدارية والمساعدة الفنية أو الرسوم الأخرى، بصرف النظر عن الشكل الذي يدفع فيه العائد.

٤. إن كلمة "أراضي" تعني أراضي الطرفين المتعاقدين، بما في ذلك البحر الإقليمي وكذلك المنطقة الإقتصادية الخاصة الإفريز القاري الذي يمتد خارج حدود المياه الإقليمية التي تمارس عليها الدولة المعنية، وفقا للقانون الداخلي و القانون الدولي، وحقوق السيادة أو الولاية القانونية.

## المادة "٢"

### تنشيط الإستثمارات وقبولها

١. على كل طرف متعاقد أن يقوم في أراضيه على قدر الإمكان الإستثمارات الموظفة من جانب مستثمرين تابعين للطرف المتعاقد الآخر وقبول تلك الإستثمارات وفقا لقوانينه وأنظمته.
٢. عندما يكون طرف متعاقد قد قبل بإستثمار يوظف في أراضيه، فإنه يجب عليه، وفقا لقوانينه وأنظمته، أن يمنح التراخيص الضرورية المتعلقة بذلك الإستثمار، بما في ذلك الأدونات من أجل إستخدام كبار الموظفين الإداريين والفنيين حسب إختيارهم، بصرف النظر عن الجنسية.

## المادة "٣"

### حماية الإستثمارات ومعاملتها

١. إن استثمارات وعائدات المستثمرين التابعين لكل طرف متعاقد يجب أن تمنح في جميع الأوقات معاملة عادلة ومنصفة كما يجب أن تتمتع بحماية وضمن كاملين في أراضي الطرف المتعاقد الآخر. ولا ينبغي لأي طرف متعاقد أن يلحق الضرر بأي شكل من الأشكال، من خلال إجراءات غير سليمة أو تمييزية، بإدارة هذه الإستثمارات، أو إستمرارها، أو إستعمالها، أو ممارسة الحق فيها، أو تمديدها، أو التنازل عنها.
٢. على كل طرف ثالث أن يقوم في أراضيه بمنح إستثمارات أو عائدات المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر معاملة لا تقل رعاية عن تلك التي يمنحها لإستثمارات وعائدات المستثمرين التابعين له أو التي يمنحها لإستثمارات وعائدات المستثمرين التابعين لأي بلد ثالث، أيهما تكون أكثر رعاية للمستثمر المعني.
٣. على كل طرف متعاقد أن يقوم في أراضيه بمنح المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر، في ما يتعلق بإدارة إستثماراتهم، أو إستمرارها، أو إستعمالها، أو ممارسة الحق فيها، أو التنازل عنها، معاملة لا تقل رعاية عن تلك التي يمنحها للمستثمرين التابعين له أو التي يمنحها للمستثمرين التابعين لأي بلد ثالث، أيهما تكون أكثر رعاية للمستثمر المعني.

٤. إن معاملة الدولة الأكثر رعاية يجب أن لا تفسر بحيث تلزم طرفا متعاقدا بأن يمنح المستثمرين والإستثمارات التابعة للطرف المتعاقد الآخر الميزات الناتجة عن:

أ. أي اتحاد جمركي أو إقتصادي قائم حاليا أو سينشأ مستقبلا، أو عن منطقة تجارة حرة أو منظمة إقتصادية إقليمية يكون، أو قد يصبح أي من الطرفين المتعاقدين عضوا فيها؛

ب. أي إتفاقية حول الإزدواج الضريبي أو إي إتفاقية أخرى على أساس متبادل بشأن أمور الضرائب.

٥. لنفاذي الشك، يؤكد أن أيا من الطرفين المتعاقدين لا يكون ملزما بتطبيق أحكام الفقرتين "٢" و "٣" من هذه المادة على تملك المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر أملاكا عقارية وحقوقا متعلقة بها في أراضيه.

#### المادة "٤"

#### نزع الملكية والتعويض

١. لا ينبغي لأي من الطرفين المتعاقدين أن يتخذ بصورة مباشرة أو غير مباشرة، إجراءات بنزع الملكية أو بالتأميم أو يتخذ أية إجراءات أخرى لها الصفة نفسها أو المفعول نفسه بشأن إستثمارات المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر، غلا إذا كانت تلك الإجراءات متخذة في سبيل المنفعة العامة على أساس غير تمييزي، وبموجب الطرق القانونية، وشريطة إتخاذ ترتيبات لدفع تعويض فعال وملائم، وهذا التعويض يجب أن يعادل قيمة الإستثمارات التي نزعت ملكيتها وذلك مباشرة قبل التاريخ الذي اتخذ فيه إجراء نزع الملكية أو أصبح فيه معلوما للرأي العام، أيهما هو الأسبق. ويجب أن يحمل مبلغ التعويض الفائدة المصرفية المعتادة من تاريخ نزع الملكية حتى تاريخ دفعه، وينبغي تسويته بعملة قابلة للتحويل بحرية ودفعه دون تأخير.

٢. حيث ينزع طرف متعاقد ملكية موجودات شركة أنشئت أو أسست بموجب القانون النافذ على إي جزء من أراضيه، والتي يملك أسهما فيها (إي في الشركة) مستثمرون تابعون للطرف المتعاقد الآخر، فإنه ينبغي عليه (أي على الطرف الأول) أن يضمن دفع تعويض لهؤلاء المستثمرين وفقا للفقرة "١" من هذه المادة، وذلك إلى المقدار اللازم وبمقتضى قوانينه.

٣. إن المستثمرين التابعين لأي طرف متعاقد ممن تتكبد استثماراتهم خسائر وأضراراً في أراضي الطرف المتعاقد الآخر بسبب نشون حرب، أو نزاع مسلح آخر، أو ثورة، أو حالة طوارئ أهلية، أو عصيان، يجب أن يمنحوا معاملة، في ما يتعلق بإعادة الحق إلى صاحبه، أو التعويض عن الأضرار، أو العوض، أو التعويضات القيمة الأخرى، لا تقل رعاية عن تلك المعاملة التي يمنحها الطرف المتعاقد الآخر للمستثمرين التابعين له أو للمستثمرين التابعين لأي بلد ثالث أيهما تكون أكثر رعاية. وهذه المدفوعات يجب أن تكون قابلة للتحويل بحرية.

#### المادة "٥"

#### التحويل الحر

١. على كل طرف متعاقد أن يمنح المستثمرين التابعين للطرف المتعاقد الآخر تحويل المدفوعات المتعلقة بأي استثمار دون تأخير بعملة قابلة للتحويل بحرية، وتشمل على وجه التخصيص:

أ. عائدات الاستثمار وفقاً للفقرة "٣" من المادة "١" من هذه الإتفاقية؛

ب. المبالغ المتعلقة بقروض جرى تكبدها، أو إلتزامات تعاقدية أخرى جرى التعهد بها من أجل الاستثمار؛

ج. الحصيلة المتجمعة من المبيع الكلي أو الجزئي لأحد الإستثمارات أو تصفيته؛

د. المداخيل والتعويضات الأخرى التي يقبضها الموظفون المستقدمون من الخارج في ما يتعلق بالاستثمار.

هـ. رأس المال الأولي والمبالغ الإضافية المخصصة لاستمرار الإستثمار أو زيادته؛

و. التعويض المدفوع بموجب المادة "٤" من هذه الإتفاقية.

٢. يجب عمل تحويلات العملة بسعر الصرف السائد في السوق في تاريخ التحويل.

٣. يعتبر التحويل بأنه قد تم "دون تأخير" إذا نفذ خلال الفترة اللازمة عادة لإنجاز الإجراءات الشكلية للتحويل. وتبدأ هذه الفترة المذكورة من اليوم الذي يقدم فيه طلب التحويل ذو العلاقة، ولا يجوز لتلك الفترة أن تتجاوز الشهرين بأي حال من الأحوال.

#### المادة "٦"

##### مبدأ الحلول (محل المستثمر)

إذا دفع طرف متعاقد أو وكالته المعينة مبلغاً بمقتضى تعويض أو ضمان أو عقد تأمين أعطي في ما يتعلق بإستثمار لأحد المستثمرين التابعين له في أراضي الطرف المتعاقد الآخر، وجب على الطرف الأخير أن يقر بالتنازل عن أي حق أو مطلب لهذا المستثمر إلى الطرف المتعاقد الأول أو وكالته المعينة (وأن يقر) بحق الطرف المتعاقد الأول أو وكالته المعينة في أن يمارس (أو تمارس)، إستناداً إلى (مبدأ) الحلول (محل المستثمر)، أي حق ومطلب كهذين إلى مقدار الحق نفسه كسلفه في ملكية (ذلك الحق).

#### المادة "٧"

##### تسوية الخلافات بين طرف متعاقد ومستثمر تابع للطرف المتعاقد الآخر

١. لغرض حل خلافات تتعلق بالإستثمارات بين طرف متعاقد ومستثمر تابع للطرف المتعاقد الآخر تجري مشاورات بين الطرفين المعنيين بهدف حل القضية بصورة ودية.

٢. إذا لم تؤد هذه المشاورات إلى حل خلال ستة أشهر من تاريخ الطلب الخطي لإجراء مشاورات، للمستثمر أن يرفع الخلاف للتسوية، بناء على إختياره، إلى:

أ. المحكمة المختصة لدى الطرف المتعاقد الذي وظف الإستثمار في أراضيه؛ أو

ب. المركز الدولي لتسوية الخلافات حول الإستثمارات (ICSID) الذي أنشئ بموجب إتفاقية تسوية الخلافات حول الإستثمارات بين الدول ورعايا الدول الأخرى والتي فتح باب التوقيع عليها في العاصمة واشنطن بتاريخ ١٨ آذار (مارس) ١٩٦٥، في حال أصبح الطرفان المتعاقدان كلاهما عضوين في هذه الإتفاقية؛ أو

ج. هيئة تحكيم تنشأ لهذا الغرض وفقا لأنظمة التحكيم الخاصة بلجنة الأمم المتحدة لقانون التجارة الدولية (UNCITRAL) ما لم يتم الإتفاق على خلاف ذلك من جانب طرفي الخلاف.

٣. يجب على الطرف المتعاقد الذي هو طرف في الخلاف أن لا يتمسك في أي وقت، أثناء الإجراءات القانونية لتسوية الخلاف على الإستثمار كحجة دفاعية بحصانته أو بحقيقة أن المستثمر قد قبض تعويضا بموجب عقد تأمين يغطي الأضرار أو الخسائر المتكبدة بكاملها أو جزء منها.

٤. لا ينبغي لأي من الطرفين المتعاقدين أن يلاحق بالقنوات الدبلوماسية خلافا تم رفعه إلى التحكيم الدولي إلا إذا كان الطرف المتعاقد الآخر لا يلتزم بقرار التحكيم ولا يمثل له.

٥. ينبغي لقرار التحكيم أن يكون نهائيا وملزما لطرفي الخلاف كما ينبغي تنفيذه وفقا للقانون المحلي.

#### المادة "٨"

#### تسوية الخلافات بين الطرفين المتعاقدين

١. إن الخلافات بين الطرفين المتعاقدين حول تفسير أو تطبيق أحكام هذه الإتفاقية يجب أن تسوى عن طريق القنوات الدبلوماسية.

٢. إذا تعذر على كلا الطرفين المتعاقدين التوصل إلى إتفاق خلال ستة أشهر من بدء المفاوضات، وجب عرض الخلاف، بناء على طلب أي من الطرفين المتعاقدين، على هيئة تحكيمية مكونة من ثلاثة أعضاء. وعلى كل طرف متعاقد أن يعين محكما واحدا، ويجب على هذين المحكمين أن يعينا رئيسا للهيئة التحكيمية يكون مواطنا من بلد ثالث.

٣. إذا لم يعين أحد الطرفين المتعاقدين محكمة ولم يراع دعوة الطرف المتعاقد الآخر لإجراء ذلك التعيين خلال شهرين، وجب تعيين ذلك المحكم، بناء على طلب ذلك الطرف المتعاقد، من جانب رئيس محكمة العدل الدولية.

٤. إذا تعذر على كلا المحكمين التوصل إلى إتفاق حول إختيار رئيس الهيئة التحكيمية خلال شهرين بعد تعيينهما، وجب تعيين ذلك الرئيس، بناء على طلب أي من الطرفين المتعاقدين، من جانب رئيس محكمة العدل الدولية.

٥. إذا منع رئيس محكمة العدل الدولية، في الحالتين المذكورتين في الفقرتين "٣" و "٤" من هذه المادة، من إنجاز المهمة المذكورة أو إذا كان من رعايا أي من الطرفين المتعاقدين، وجب إجراء ذلك التعيين من جانب نائب رئيس محكمة العدل الدولية، وإذا منع هذا الأخير من إنجاز المهمة المذكورة أو إذا كان من رعايا أي من الطرفين المتعاقدين، وجب إجراء ذلك التعيين من جانب قاضي المحكمة ذي الأقدمية الذي لا يكون من رعايا أي من الطرفين المتعاقدين.

٦. ينبغي لهيئة التحكيم أن تقرر إجراءاتها الخاصة بها، ما لم يتفق الطرفان المتعاقدان على خلاف ذلك. كما ينبغي لها أن تثبت موضوع الخلاف وفقا لأحكام هذه الإتفاقية والاتفاقيات الأخرى ذات العلاقة بين الطرفين المتعاقدين ووفقا لمبادئ القانون الدولي وعليها أن تأخذ في الإعتبار، حسبما يكون ذلك ملائما، القوانين المحلية ذات العلاقة. وينبغي لهيئة التحكيم أن تتوصل إلى قرارها بأغلبية الأصوات. كما ينبغي لمثل هذا القرار أن يكون نهائيا وملزما لكلا الطرفين المتعاقدين.

٧. يتحمل كل طرف متعاقد نفقات المحكم الذي عينه ونفقات تمثيله في الجلسات التحكيمية. ويشترك الطرفان المتعاقدان في تحمل نفقات رئيس هيئة التحكيم والنفقات المتبقية بالتساوي، ما لم تقرر هيئة التحكيم خلافا لذلك.



## المادة "٩"

### إلتزامات أخرى

١. إذا كانت النصوص في تشريع أي من الطرفين المتعاقدين أو القانون الدولي تعطي الإستثمارات الموظفة من جانب مستثمرين تابعين للطرف المتعاقد الآخر الحق في معاملة أكثر رعاية مما هو منصوص عليه في هذه الإتفاقية، تكون أولية التطبيق لتلك النصوص إلى المدى الذي هو أكثر رعاية.

٢. على كل طرف متعاقد أن يراعي أي إلتزام آخر كان قد أخذه على عاتقه في ما يتعلق بإستثمارات موظفة في أراضيه من جانب مستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر.

## المادة "١٠"

### استثمارات ما قبل الإتفاقية

إن هذه الإتفاقية الحالية تسري أيضا على الإستثمارات التي وظفت في أراضى طرف متعاقد وفقا لقوانينه وأنظمته من جانب مستثمرين تابعين للطرف المتعاقد الآخر قبل سريان مفعول هذه الإتفاقية. بيد أن هذه الإتفاقية لا تسري على الخلافات التي تكون قد نشأت قبل سريان مفعولها.

## المادة "١١"

### العلاقات بين الحكومتين

ينبغي لهذه الإتفاقية أن تكون سارية المفعول بصرف النظر عما إذا كانت توجد علاقات دبلوماسية أو قنصلية بين الطرفين المتعاقدين أم لا.

## المادة "١٢"

### أحكام نهائية

١. يسري مفعول هذه الإتفاقية بعد مرور ثلاثين (٣٠) يوما على التاريخ الذي يكون فيه الطرفان المتعاقدان قد ابلاغ أحدهما الآخر بأن إجراءاته القانونية لسريان مفعول هذه الإتفاقية قد أنجزت. وتبقى هذه الإتفاقية سارية المفعول لمدة عشر سنوات ويجري تمديدتها بعد ذلك لمدة غير محددة. وبعد إنتهاء مدة العشر سنوات يجوز إنهاء هذه الإتفاقية في أي وقت

من جانب أي طرف متعاقد عن طريق تقديمه إشعاراً بإنهائها (للطرف الآخر) قبل اثني عشر (١٢) شهراً من انتهاء أجلها.

٢. في حال تقديم إشعار رسمي لإنهاء هذه الإتفاقية الحالية، فإن أحكام المواد "١" إلى "١١" تستمر سارية المفعول لمدة أخرى أجلها عشر سنوات بالنسبة لإستثمارات وظفت قبل إعطاء الإشعار الرسمي.

وإشهاداً بذلك، فإن الموقعين أدناه المفوضين بذلك حسب الأصول من جانب حكومتيهما، قد وقعا هذه الإتفاقية.

حررت على نسختين أصليتين في بيروت بتاريخ ٣ آذار ٢٠٠٠، باللغات العربية والفرنسية والإنكليزية، وتعتبر كل النسخ متساوية في صحتها. وفي حال وقوع اختلاف في التفسير، يعتمد النص باللغة الإنكليزية.

عن المجلس الفدرالي السويسري

عن حكومة الجمهورية اللبنانية

